



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SÉCHÉ ENVIRONNEMENT

Les Hêtres
CS 20020
53810 Changé

Références : GP/VLF/E/2026
Code AIOT : 0005503739

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement SÉCHÉ ENVIRONNEMENT implanté à La Croix Irtelle à La Vraie-Croix (56250). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette société a fait l'objet d'une plainte pour nuisances olfactives, transmise à l'inspection. Une inspection inopinée a donc été réalisée. L'ISDND et les abords du site (Lieu-dits La Grée Michel, Kerlagadec et Moustoir Maria) ont été visités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SÉCHÉ ENVIRONNEMENT
- La Croix Irtelle 56250 La Vraie-Croix
- Code AIOT : 0005503739
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'ÉCOSITE CROIX IRTELLE est autorisé, par arrêté préfectoral du 27 juin 2025, à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), une plateforme de maturation de mâchefers ainsi qu'un centre de tri haute performance sur le territoire de la commune de La Vraie Croix.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeurs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | odeurs | Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-IV | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite aucune odeur n'a été constatée hors du site. Toutefois, l'exploitant a pris des mesures pour réduire les odeurs émises par le bassin de stockage de lixiviats, en partie liées à la forte pluviométrie du début d'année.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : odeurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33-IV |
| Thème(s) : Risques chroniques, odeurs |
| Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour éviter la formation d'aérosols. |
| Constats : Suite à une plainte d'un habitant de la commune de Larré, l'Inspection s'est déplacée dans les hameaux La Grée Michel, Kerlagadec et Moustoir Maria vers 9h30 sans constater d'odeur. Lors de la visite du site, des odeurs susceptibles d'être à l'origine de la plainte ont toutefois été perçues au niveau du bassin de lixiviats. L'exploitant indique que ces odeurs sont notamment liées à la quantité d'eau de pluie tombée en début d'année. L'exploitant a pris des mesures dès la fin janvier par la mise en route d'une rampe de brumisation avec programmation sur période nocturne, puis 24h/24 aux abords du bassin de stockage de lixiviats. En février, du chlorure ferreux a été injecté afin de piéger l'H ₂ S dans le bassin, tout en s'assurant de ne pas impacter la capacité de traitement de la station de traitement des lixiviats. L'aération du bassin a également été augmentée. Suite à des plaintes de riverains, cette aération a été rapidement arrêtée. L'exploitant, après les élections municipales, a rencontré Madame La Maire de Larré pour évoquer le sujet des odeurs. Un outil de communication a été transmis à madame le Maire le 9 avril pour diffusion auprès de la population. Début avril, il a été mis en place un produit neutralisant hydrophobe restant à la surface des |

bassins. Fin avril, une seconde installation mobile de traitement doit être mise en service pour accélérer la vidange des bassins de lixiviats. L'augmentation du débit de rejet a été autorisée par arrêté complémentaire du 13 mars 2026. L'exploitant doit recevoir en visite sur le site le 20 avril, des riverains de Moustoir Maria, de Larré et 5 élus du nouveau conseil municipal accompagné de Madame La Maire pour présenter l'ensemble de actions menées et à venir pour la gestion de la problématique odeur ainsi que faire une visite du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser les mesures pérennes qu'il compte mettre en œuvre pour éviter que les nuisances olfactives constatées ne se reproduisent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois